

Des formations pour prévenir la menace terroriste dans les écoles

« S'il arrivait quelque chose, je m'en voudrais de ne pas avoir tout fait pour protéger la vie des enfants dont je suis responsable. » **Anne SIMON, directrice d'école**

8 dates sont prévues pour apprendre aux responsables d'école à prévenir les intrusions violentes.

La sécurité des écoles au cœur de la rentrée scolaire

Des formations sont organisées pour gérer les intrusions armées dans les écoles. Depuis les attentats de Bruxelles, le succès va croissant.

● **Martial DUMONT**

Depuis les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles, une grande question se pose : comment prévenir les attaques armées dans les lieux publics ? C'est notamment le cas dans les écoles, cibles potentiellement exposées, comme on peut le voir aux États-Unis avec de régulières tueries de masses.

Depuis 3 ans, donc, la Fédération Wallonie Bruxelles a décidé de renforcer la prévention de menaces ou d'intrusions offensives dans les établissements scolaires.

C'est ainsi que la ministre de l'Enseignement vient d'envoyer une circulaire dans toutes écoles invitant les responsables à suivre en ce début d'année une formation sur le phénomène AMOK. Il s'agit d'une situation où un ou plusieurs auteurs armés agressent le plus de personnes possible sans émettre de revendications ou de conditions particulières.

« C'est la troisième fois que nous organisons ces formations en collaboration avec la police », explique Éric Étienne, porte-parole de Marie-Martine Schyns. « Elles rencontrent de plus en plus de succès. Cette fois, pas moins de 8 dates sont prévues. »

On oublie les safe rooms

On s'en souvient, en 2015, la ministre de l'Enseignement de l'époque, Joëlle Miquet avait proposé la mise en place de lieux de confinement, des panic rooms ou safe rooms. une polémique s'en était suivie.

« On n'en est plus là, poursuit Éric Étienne. Ça n'a pas beaucoup de sens d'investir dans des endroits qui ressemblerait à des bunkers. Le but des formations est au contraire d'avoir une démarche globale qui explique les bons gestes à avoir en cas d'intrusion violente dans une école et en fonction des dangers. Comme par exemple apprendre à quitter les lieux non pas en ordre dispersé qui facilite le carnage mais bien en se rassemblant. »

La formation comporte également des explications sur le phénomène AMOK, des constatations générales sur les auteurs habituels de ce genre d'attaque, des cas pratiques.

« Nous travaillons avec deux psychologues comportementalistes » explique Pierre Jacobs, commissaire divisionnaire de la zone Lesse-Lhomme, qui dispense les formations. « Nous axons la jour-

née un peu sur le réactif mais surtout sur le préventif, notamment en expliquant aux responsables d'écoles comment reconnaître un auteur potentiel AMOK, quel est le processus psychologique qui peut l'amener à ce geste, les étapes d'une intrusion. Nous abordons également du phénomène de radicalisation, et nous expliquons qui aller trouver en cas d'événement de ce genre. »

Et visiblement, ça marche.

« Ces formations qui ont déjà réuni entre 350 et 400 personnes, ont déjà permis de déminer des situations dans des écoles et d'éviter qu'un problème ne survienne et qu'un auteur ne mette son plan à exécution » ajoute le commissaire.

La formation aborde encore la présentation des services d'aide à la réalisation du Plan Interne d'Urgence qui est désormais obligatoire dans tous les établissements scolaires. Tout comme, d'ailleurs un marquage et une identification uniforme des bâtiments dont les plans doivent être accessibles facilement aux services de secours.

Des équipes mobiles

Dans sa circulaire, la ministre Schyns rappelle également aux directeurs d'école qu'il existe des équipes mobiles qui offrent la possibilité aux écoles qui le souhaitent de « structurer l'anticipation de la gestion des situations de crises ».

Ces équipes proposent également aux établissements scolai-

res un accompagnement individualisé dans leurs murs pour concrétiser le Plan Interne d'Urgence. Concrètement, le but est double : offrir des clés pour réduire les conséquences d'une intrusion violente mais également définir le rôle des intervenants en cas de crise pour éviter la confusion, source d'amplification des problèmes. ■

INTERVIEW

• **Anne SIMON, directrice du collège Sainte-Marie à Mouscron**

« Je pense qu'il faut être vigilant mais éviter de tomber dans la paranoïa »

Anne Simon, vous allez participer à la formation de prévention aux intrusions violentes dans les écoles. Qu'est-ce qui vous incite à le faire ?

L'actualité, d'abord. Je me dis qu'il faut appliquer le principe de précaution. S'il arrivait quelque chose, je m'en voudrais de ne pas avoir tout fait pour protéger la vie des enfants dont je suis responsable.

Les attentats de 2015 et le drame de Liège influencent-ils votre choix ?

Non, pas vraiment. Cette formation, je la prends plutôt comme une opportunité d'apprendre des choses, de réfléchir à la sécurité de mon école qui compte plusieurs entrées et dans laquelle on peut entrer comme dans un moulin. Ce n'est pas seulement par rapport à une intrusion armée. J'ai déjà eu des parents fort alcoolisés qui se sont retrouvés directement dans mon bureau on ne sait trop comment. Je cherche donc des outils pour faire face à ce genre situation.

Qu'est-ce que vous attendez, justement de cette formation AMOK ?

Une aide pour mettre en place des procédures, une check-list des choses à faire en cas de pépin, tout ce à quoi il faut pen-

ser pour améliorer la sécurité de mon établissement. On nous oblige à faire trois exercices incendie par an, mais on n'a rien pour la sécurité.

Joëlle Milquet avait proposé des espaces de confinement, des safe rooms, dans les écoles. Vous en pensez quoi en tant que directrice ?

Ce n'est pas une bonne idée. Il faut justement travailler sur la prévention. Il faut rester raisonnable et ne pas tomber dans la paranoïa. Vous savez, au moment de l'affaire Dutroux, tout le monde commençait à paniquer. Ça n'a pas de sens. Il faut raison garder. Je ne suis pas quelqu'un d'anxieux. Mais, bon ça ne m'empêche pas de penser à ce qui pourrait arriver, à vouloir apprendre à se prémunir des dangers.

Et les parents, eux, depuis les attentats, vous les sentez inquiets ?

Non. En tout cas pas en ce qui concerne la sécurité à l'intérieur même de l'école. Ils le sont plus en revanche lorsqu'il y a des activités à l'extérieur. Récemment, une étudiante n'a pas pu partir en voyage scolaire à Londres parce que ses parents avaient peur du risque d'attentat... ■

M. Dum.